conseiller à la sécurité nationale du président des États-Unis Jimmy Carter, de 1977 à 1981. Il est aussi l'un des artisans de l'Opération Cyclone, par laquelle Washington soutient les moudjahidins afghans dès juillet 1979. Il soutient la candidature de George H. W. Bush Nommé conseiller aux affaires étrangères par Barack Obama. Après l'arrivée de Poutine au pouvoir, il se méfie à nouveau de Moscou, devenant l'un des soutiens importants de l'expansion de l'OTAN aux États post-soviétiques. En tant que tel, il a été un artisan majeur de la politique étrangère de Washington, soutenant une politique plus agressive vis-à-vis de l'URSS – en rupture avec la Détente antérieure – qui mettait l'accent à la fois sur le réarmement des États-Unis et l'utilisation des droits de l'homme contre Moscou. Il reste jusqu'à sa mort un observateur écouté en matière de politique étrangère aux États-Unis

Il cofonde, avec le multi-milliardaire David Rockefeller, la commission Trilatérale en 1973, qu'il dirige jusqu'en 1976 et également devenu membre du Council on Foreign Relations à New York et a rejoint le groupe Bilderberg. Durant la présidence de Reagan, Brzeziński devient membre du National Endowment for Democracy du milliardaire George Soros.

La suprématie globale américaine repose elle sur un système élaboré d'alliances et de coalitions, qui, au sens propre, couvre la planète.

Elle a engendré un nouvel ordre international qui reproduit, à travers le monde, de nombreux aspects de ses système politique. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- un système de sécurité collective doté de forces et d'un commandement intégrés (OTAN), où les Etats-Unis collaborent avec les pays les plus dynamiques et les plus influents d'Europe.

- le dialogue, la négociation permanente et la recherche d'un consensus formel, même si, en dernière analyse, la décision émane d'une unique source : Washington. Telle est la règle du jeu, à l'image de la politique intérieure américaine.

L'enjeu géopolitique principal des Etats-Unis, c'est l'Eurasie. Sa puissance cumulée dépasse de loin celle de l'Amérique. Et l'Eurasie demeure le seul théâtre sur lequel un rival potentiel de l'Amérique pourrait éventuellement apparaître.

Un repli de l'Amérique sur ses problèmes intérieurs ou l'apparition, aujourd'hui improbable, d' un rival - ouvrirait une période d' instabilité généralisée, et Samuel P. Huntington a raison d'affirmer qu'un monde, dans lequel les Étals-Unis n'auraient pas la primauté, connaîtrait plus de violences et de désordres, et moins de démocratie.

La façon dont les États-Unis maintiennent leur primauté dans cette zone est essentielle, non seulement pour son niveau de vie mais aussi la sécurité des Américains, pour l'avenir de la liberté, de la démocratie, des économies ouvertes et de l'ordre international. Toute puissance qui contrôle, l'Eurasie contrôle deux régions les plus développées et les plus productives du monde.

Ainsi, les manoeuvres, la diplomatie, la formation de coalitions, la cooptation et l'utilisation de tous les avantages politiques disponibles sont désormais les clés du succès dans l'exercice du pouvoir géostratégique sur l'échiquier européen.

Et l' un des plus grands experts, Halford Mackinder, a ouvert un débat, en forgeant le concepts de « centre-pivot » en Eurasie.

La notion de pivots géopolitiques désigne les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur motivation, qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques.

Et il eut cette maxime célèbre : Qui gouverne l'Europe de l'Est domine le heartland ; qui gouverne le heartland domine l'île-monde; qui gouverne l'île-monde domine le monde.

Dans la situation présente, on peut identifier en Eurasie, cinq acteurs géostratégiques ainsi que cinq pivots géopolitiques. Dans les 5 acteurs géostratégiques, on retrouve la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine et l'Inde en tant qu'acteurs de premier plan, tandis que la Grande-Bretagne, le Japon et l'Indonésie, pays sans doute très importants, ne relèvent pas de cette catégorie.
Et pour les pivots géostratégiques, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran sont les pivots géopolitiques cruciaux.

Cependant, la liste ainsi établie des joueurs géostratégiques et des pivots géopolitiques n'est ni permanente ni définitive. *(Taiwan, la Thaïlande, le Pakistan, et peut-être même le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, mériteraient d'entrer dans les pivots géopolitiques)*

L'Allemagne prend conscience des atouts qu'elle a : état européen le plus important, locomotive économique régionale et chef de file dans l'Union européenne, elle se sent investie, à l'égard des pays de la nouvelle Europe centrale, d' une responsabilité particulière qui n'est pas sans rappeler la vieille notion de Mitteleuropa placée sous égide allemande, et n'exclut pas la possibilité d'accords bilatéraux avec la Russie.

L'essor d'une « Grande Chine » posera vite la question de Taiwan et on est en droit de considérer que l'alliance américano-japonaise est, la relation bilatérale la plus importante pour les Etats-Unis.

L'lnde, en revanche, a acquis un statut de puissance régionale et se conduit virtuellement comme un joueur mondial de premier ordre. Elle se définit elle-même comme un rival de la Chine surestimant peut-être ses capacités à long terme, mais état le plus puissant en Asie du Sud.

L'Azerbaïdjan, et en dépit de ses faibles dimensions et de sa population limitée, recouvre une zone névralgique car elle contrôle l'accès aux richesses du bassin de la mer Caspienne et de l'Asie centrale.
Et un Azerbaïdjan indépendant, relié aux marchés occidentaux permettraient la jonction entre les économies développées, et les gisements convoités.

La domination de l'Iran sur la frange orientale du golfe Persique empêche la Russie de menacer les intérêts vitaux des américains dans la région du golfe Persique.

La Corée du Sud, enfin, est un pivot géopolitique en Extrême-Orient, du fait de ses liens étroits avec les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont toujours proclamé leur attachement à la cause de l'unité européenne tout en manifestant une préférence marquée pour un leadership allemand, plutôt que français.
Et Washington n'a jamais découragé Londres de jouer les trublions.

Mais l'émergence d'une Europe unie, surtout si elle bénéficie d'un soutien constructif de la part des États-Unis, devra s'accompagner de modifications importantes dans les structures de l'OTAN, principal lien institutionnel entre l'Amérique et l'Europe.

L'OTAN constitue non seulement le support essentiel de l'influence américaine, mais aussi le cadre de sa présence militaire en Europe de l'Ouest.

Et si l'Amérique souhaite cette unité, elle doit mettre tout son poids dans la balance pour soutenir les pays les plus faiblement engagés, à réussir 1'intégration.
Et le débat reste ouvert quant au statut futur des républiques baltes et, à terme, de l'Ukraine, pour une solution démocratique.
Et les États-Unis et les pays membres de l'OTAN évitent autant que possible de froisser l'honneur national, bien que l'Amérique est soupçonnée de faire en sorte que l'organisation de l'espace européen, soit un ensemble de nouveaux États nationaux faibles et de dimensions réduites, en leur offrant de se rapprocher de façon plus ou moins étroite de l'OTAN et d'autres institutions.

La dilution de l'Union européenne ou de l'OTAN aurait des effets fortement déstabilisateurs.

L'intégrisme islamique, dont l'un des objectifs avoués est la remise en cause de la primauté américaine, est ici l'un des principaux facteurs d'instabilité.

Ce mouvement, exploitant les ressentiments nés du conflit israélo-arabe et l'hostilité à l'égard de la culture américaine, est en mesure d'ébranler les gouvernements pro-occidentaux du Moyen-Orient, et fait peser une menace importante sur les intérêts américains, en particulier dans la région autour du golfe Persique.

Pourtant, en l'absence de politique et d'un État islamique puissant capable d'imposer son autorité aux divers courants, le défi que représente le fondamentalisme islamique n'est guère stratégique du et devrait s'exprimer, à travers une violence diffuse.

Dans les circonstances actuelles, aucune de ces variantes n'est vraisemblable. Il faudrait au moins que les États-Unis commettent une série d'erreurs majeures et que la politique des principaux États européens soit redéfinie. De nouveaux prétendants, de nouvelles alliances peuvent rendre vulnérable la position des États-Unis.

L'Europe est l'alliée naturelle de l'Amérique. L'une et l'autre partagent les mêmes valeurs, puisent, pour l'essentiel, dans un fonds religieux commun et s'inspirent, dans la sphère politique, de la même culture démocratique. Par ailleurs, une grande majorité des Américains a des origines sur ce continent.

Pour le dire sans détour, l' Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses États rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires.

Mais cette situation est assurément malsaine, pour l'Amérique comme pour les nations européennes.

Et si l'Europe s'élargissait, cela accroîtrait automatiquement l'influence directe des États-Unis.
À l'inverse, si les liens transatlantiques se distendaient, c'en serait fini de la primauté de l'Amérique en Eurasie …

Dans ce contexte, les États-Unis doivent s'engager en faveur de la cause européenne, faute de quoi le processus d' unification s'arrêtera.

Et pour réduire cette fracture, l'Europe devrait devenir plus confédérale.

Voici, à titre d'exemple, la part de l'Allemagne dans différents budgets (*à l'heure bien entendu, où le livre de Brezinsky est écrit*) : Union européenne : 28.5 %: OTAN : 22.8 %: Nations unies : 8,93 %. L'Allemagne est par ailleurs le premier actionnaire de la Banque mondiale et de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), l'Allemagne est désormais capable de faire valoir sa propre vision pour 1'avenir de l'Europe.

Hervé de Charette, qui l'énonçait à mots à peine couverts en août 1996, quand il déclarait: « Si la France veut jouer un rôle international, elle tirera profit de l'existence d' une Russie plus forte. Elle doit l'aider à réaffirmer sa puissance. »

La France a manifesté la même tiédeur sur la question de l'élargissement de l'Union européenne, initiative pour l'essentiel allemande et supportée par les États-Unis, dans une moindre mesure que l'élargissement de l'OTAN pour d'évidentes raisons diplomatiques.

La position de l'Allemagne fédérale jugeait la réconciliation franco-allemande indispensable pour sa réhabilitation historique. En contrepartie, accepter la suprématie française était un juste prix à payer.
Mais l'effondrement du bloc soviétique allait ouvrir de nouvelles perspectives. **L' heure étant à l'élargissement et à l' unification de l'Europe,** la subordination à la France n' offrant aucun bénéfice particulier, l'Allemagne réunifiée jouissant d'atouts bien supérieurs.

Désormais, c'est au tour de la France d'accepter sans discussion.

Le problème central pour l'Amérique est de bâtir une Europe fondée sur les relations franco-allemandes, viables liée aux États-Unis.

On le voit. la question ne saurait se résumer à choisir entre la France et l'Allemagne. Sans l'un ou l'autre de ces deux acteurs, l' Europe n'existera pas. Trois grandes conclusions de ce qui précède émergent.

1. Le soutien américain au projet européen est nécessaire, pour au moins trois raisons: compenser la crise de confiance qui entament la vitalité européenne ; surmonter la suspicion que l'Amérique ne soutient pas réellement l' unité européenne, et infuser dans l'entreprise européenne la dose de ferveur démocratique.

Cela exige un engagement clair et précis de l'Amérique.

Laissés à eux-mêmes, les Européens courent le risque d'être absorbés par leurs problèmes sociaux internes.

2. A court terme, il est justifié de s'opposer tactiquement aux positions françaises et de soutenir le leadership allemand L'Allemagne, pour le moins, saurait redéfinir ses intérêts nationaux et se donnerait les moyens de les faire valoir.

3. Indépendamment l'une de l'autre, la France et l'Allemagne ne sont assez fortes ni pour construire l' Europe sur leurs propres vues, ni pour lever les ambiguïtés inhérentes aux limites de l'Europe, (cause de tensions avec la Russie). Et cela exige une implication énergique et déterminée de l'Amérique.

En conclusion, si la construction européenne échouait : l'Europe cesserait alors d'être la tête de pont de la puissance américaine et le tremplin pour l'expansion en Eurasie du système démocratique mondial.

Pour cette raison, l'Amérique doit manifester un soutien très concret et dénué d'ambiguïtés en faveur de l'unification européenne.
Dès les débuts de la reconstruction, puis au sein de l'OTAN, l'Amérique a encouragé le projet européen et la coopération entre les États.

Dans les dix à vingt ans à venir, l'Europe sera confrontée à elle seule alternative : ou bien elle croit vraiment à l' unité continentale et progresse, malgré ses hésitations et, ses nombreuses crises conjoncturelles, ou bien elle se laisse enfermer dans l'impasse actuelle.

Bien qu'éloignés, les États-Unis cherchent à empêcher la Russie, d'avoir la suprématie.

D'une manière ou d'une autre, la Russie doit donc trouver un MOYEN, de s'adapter à la nouvelle REALITE post-impériale, tout en contenant 1a présence turque et iranienne, afin d'empêcher les nouveaux états de graviter autour de ses deux principaux rivaux, de décourager la mise en œuvre d'une coopération régionale véritablement IN-DE-PENDANTE au sein de l'Asie centrale, et de limiter 1'influence géopolitique que l'Amérique exerce sur les capitales nouvellement souveraines.

Tous les États de cette région considèrent que l'engagement des États-Unis est nécessaire à leur survie.

Le principal intérêt de l'Amérique est donc de s'assurer qu'aucune puissance unique ne prenne le CONTROLE de cet espace géopolitique et que la communauté mondiale puisse y jouir d'un succès économique et, financier illimité.

Les États qui méritent donc tout le soutien possible de la part des États-Unis sont l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et l'Ukraine, car ce sont des pivots géopolitiques.

Et de plus, les États-Unis exigeront de la Russie, comme condition préal able à une bonne entente américano-russe, qu'elle respecte l'indépendance des nouveaux États.

La Russie a beaucoup perdu de son influence même si la Chine et la Russie se sont unis, en avril 1996, pour dénoncer « l'hégémonisme » et que l'extension de l'OTAN était« intolérable». Cependant, il est peu probable que la Chine envisage sérieusement la possibilité d'une véritable alliance sino-russe à long terme, car elle aurait pour conséquence de renforcer l'alliance nippo-américaine.

Et ZB cite ainsi une personne travaillant au ministère des Affaires étrangères : «L'objectif stratégique des États-Unis est d'obtenir l'hégémonie sur le monde entier et ils ne sauraient tolérer l'apparition d'une grande puissance sur les continents européens et asiatiques, laquelle pourrait constituer une menace pour leur position de leader. »

Arrivera sûrement un moment où les Chinois mécontents de la politique de leur pays et de leur condition sociale s'uniront pour réclamer plus de démocratie, plus de liberté d'expression et un plus grand respect des droits de l'homme.

L'élargissement de l'Europe et de l'OTAN serviront les objectifs, aussi bien à court terme qu'à plus long terme, de la politique américaine.
Et, l'admission de nouveaux membres venus d'Europe centrale, multiplierait le nombre d'Etats pro-américains au sein de l'Europe, sans pour autant créer simultanément une Europe suffisamment intégrée politiquement.

La longévité de la suprématie américaine sur le monde dépendra entièrement de la façon dont ils manipuleront et sauront satisfaire les principaux acteurs géostratégiques présents sur l'échiquier eurasien, et dont ils parviendront à gérer les pivots géopolitiques clés de cette région.

On pourra donc assister, au cours des prochaines décennies, à la naissance d'une structure de coopération mondiale qui assumerait le pouvoir de « régent » mondial, à qui il incomberait de porter la responsabilité de la stabilité et de la paix.